

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 19/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMRC Automotive Modules France SAS**

2 avenue de Lattre de Tassigny  
B.P. 21  
90200 Rougegoutte

Références : UID257090/SPR/YB/2025-1229A  
Code AIOT : 0005901455

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement SMRC Automotive Modules France SAS implanté ZAC du Mont Jean 90200 Rougegoutte. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale de l'inspection des installations classées concernant la prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI).

Les GPI constituent la matière première utilisée dans la fabrication de produits en plastique.

Chaque année en Europe, selon une estimation, 41 000 tonnes de GPI se retrouvent dans l'environnement.

Ces pollutions ont des impacts importants sur la biodiversité.

La loi anti-gaspillage a mis en place un cadre légal et réglementaire qui permet de réduire et anticiper ces rejets industriels.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMRC Automotive Modules France SAS
- ZAC du Mont Jean 90200 Rougegoutte
- Code AIOT : 0005901455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SMRC de Rougegoutte fait partie de Motherson Group spécialisé dans la fabrication de pièces en polymères destinées à l'équipement intérieur de véhicules automobiles.

Le site comprend 2 unités de production, dénommées U1 et U2, réparties sur la commune de Rougegoutte et l'inspection a été principalement conduite sur les installations de l'unité 2.

Les polymères transformés sont le polypropylène (PP), livrés sous forme de granulés (sans mise en œuvre de charges minérales ni fibres composites) et le polychlorure de vinyle (PVC) livré et utilisé sous une forme micronisée, en big-bags.

La fabrication est réalisée par un procédé d'injection thermoplastique du PP avec des presses à injecter de tailles importantes considérant que les pièces fabriquées sont des tableaux de bord et des planches de portes.

Le PVC est transformé par un procédé de thermoformage dans des moules chauffés pour fabriquer des « peaux » qui ensuite sont appliquées en finition sur les planches de bord des véhicules de gamme supérieure.

Les moules de fabrication des « peaux » sont situés sur un « carrousel » comprenant une série de moules et le chargement de la « poudre » de PVC dans les moules est effectué depuis des containers placés dans l'atelier, par un système de distribution entièrement automatisé.

Le polypropylène est reçu sur le site par camions-citernes, dépoté vers les silos « vrac », externes aux bâtiments, par utilisation d'un compresseur de poussée sur le contenu de la citerne routière. Ce compresseur est exploité par la Sté SMRC et mis en œuvre par les agents de SMRC.

Le polypropylène est ensuite distribué depuis les silos vers les trémies situées au niveau de chacune des presses à injecter (trémies directement placées au-dessus du corps de chauffe permettant la fusion du polypropylène) par un réseau de canalisations sous poussée pneumatique.

Un passage préalable par un sécheur (à une température de 80°C, avec un temps de séchage de 2 h) permet de disposer, avant distribution vers les presses à injecter, d'un polypropylène à environ 2 % de taux d'humidité résiduel.

Le polypropylène est également livré sur le site en octabins mais il n'y a pas de livraison en sacs de granulés.

Le PVC micronisé est livré en big-bags.

Le mode d'injection dans le moule des presses à injecter ne génère pas de résidus correspondant à un canal d'injection et par conséquent peu de chutes sont générées lors de la fabrication. Les rebuts de production (pièces mal formées) sont broyés sur le site pour être ré-introduits dans le circuit matières premières.

Le site comporte 8 silos « vrac » sur l'Unité 2 et 2 silos « vrac » sur l'Unité 1 pour le stockage de PP. Ces silos sont situés sur une aire dédiée muni d'un sol en enrobé. Plusieurs regards d'évacuation des eaux pluviales de ruissellement sont situés à proximité immédiate de l'aire comportant les silos.

A signaler également la présence sur le site de compacteurs à déchets recevant des chutes de production ou de matières premières PP altérée.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prévention pertes GPI

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Mise en demeure, déchets	180 jours
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Mise en demeure, déchets	180 jours
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Mise en demeure, déchets	180 jours
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Mise en demeure, déchets	180 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a essentiellement établi un plan des actions à mener pour gérer les risques de dissémination de GPI dans l'environnement mais il n'a pas établi, à ce stade, les procédures

complètes et les modes opératoires visant à limiter cette dissémination.

L'exploitant dispose néanmoins d'équipements permettant le ramassage des GPI épandus, mais il n'a pas formalisé les contrôles et nettoyages périodiques des zones de potentiels épandages ("zones à risques" identifiées dans le plan d'actions).

A signaler en particulier la zone des silos vrac Polypropylène et des compacteurs déchets dans lesquelles des quantités importantes de GPI au sol on pu faire l'objet de constats lors de l'inspection.

D'autre part, les regards d'évacuation des eaux de ruissellement (*in fine* en communication avec le milieu naturel extérieur au site) ne sont pas munis d'équipements amovibles permettant leur obturation en cas d'épandage de GPI.

Enfin les audits à réaliser par un organisme certifié n'ont pas été réalisés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant nous a indiqué que le site reçoit des livraisons de PP de l'ordre de 8T/semaine et il apparaît par conséquent que l'action nationale relative à la prévention des pertes de granulés de plastique industriel est applicable à l'établissement.  Actuellement l'exploitant a élaboré un plan d'actions dans l'objectif de répondre à l'action nationale, avec l'appui du bureau d'études VERITAS. Ce plan d'actions nous a été présenté lors de l'inspection et celui-ci comporte : <ul style="list-style-type: none"><li>-une identification des zones de manipulation de GPI en relation avec les flux de matières premières entrant dans le process de transformation dénommées « zones à risques »,</li><li>-la présence de points de rejets potentiels de GPI vers les réseaux et le milieu naturel au niveau de chacune de ces zones,</li><li>-le type d'opérations effectuées dans chacune des zones identifiées comme comportant la présence de GPI,</li><li>-les causes possibles de perte de GPI,</li><li>-le type d'action à mener (<u>technique ou organisationnelle</u>) et la description de l'action visant à empêcher les pertes de GPI,</li><li>-la procédure correspondante à mettre en place ou éventuellement à créer,</li></ul>

-l'affectation d'un niveau de priorité d'intervention selon la zone et le niveau de risques de pertes de GPI (matérialisé dans le plan d'actions par l'affectation d'un niveau rouge aux zones à traiter en priorité).

L'exploitant a également apporté les précisions suivantes concernant ce plan d'actions :

- ce plan est élaboré dans un format numérique à l'heure actuelle,
- les actions définies dans le plan n'ont pas encore fait l'objet d'une formalisation par des procédures ou modes opératoires avec la description de la nature de l'action à réaliser, la désignation des personnes responsables de la réalisation et/ou du suivi, les documents d'enregistrement correspondant aux actions à réaliser et enfin les périodicités des suivis et contrôle de réalisation,
- l'affichage des procédures (ou mode opératoire) des opérations à réaliser, sur les lieux de réalisation dans chacune des zones concernées, est prévu,
- les équipements nécessaires pour la récupération des GPI et identifiés dans le plan d'actions ne sont pas tous actuellement disponibles sur le site.

Sont présents des aspirateurs industriels à l'intérieur des ateliers dans les zones de manipulation de GPI pouvant entraîner des pertes et des pelles et bacs pour la récupération des GPI épandus en particulier au niveau de la zone des silos de stockage en vrac et des compacteurs à déchets. Ne sont pas disponibles sur site les dispositifs d'obturation des regards du réseau des égouts internes au site, étant précisé que ce réseau est en lien direct avec le milieu naturel, le ruisseau « La Rougegoutte » (cf plan des réseaux en PJ).

Lors de l'inspection nous avons constaté en particulier la présence de GPI au sol, en quantité notable, dans la zone comportant les silos vracs de PP et dans la zone des compacteurs déchets. Des regards d'évacuation des eaux pluviales sont présents à proximité immédiate de ces zones sans que des équipements permettant l'obturation des regards soient actuellement disponibles.

D'autre part le site n'a pas fait l'objet d'un contrôle par un organisme certifié pour vérifier la bonne gestion des GPI sur la chaîne de fabrication.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra formaliser les procédures, en lien avec le plan d'actions défini, visant à prévenir les rejets de GPI dans l'environnement et à prévoir les équipements nécessaires afin d'empêcher le rejet vers l'environnement (cf. également les points de contrôles suivants de ce rapport).

D'autre part un contrôle par un organisme certifié devra être diligenté par l'exploitant et le rapport communiqué à l'Inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets

**Proposition de délais :** 180 jours

**N° 2 :** Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

**Constats :**

L'exploitant a identifié dans son plan d'actions les zones à risques où des GPI sont susceptibles d'être répandus accidentellement :

- Zone de réception des octabins GPI
- Zone de stockage des octabins,
- Silos de stockage des GPI,
- Centrale Matière, Zone d'alimentation en octabins,
- Centrale Matière - Zone des sécheurs,
- Presses d'injection,
- Trémie de poudre big bags - SLUSH,
- Compacteur déchets,
- Zone de réception des big-bag poudre SLUSH,
- Zone de lavage des moules SLUSH,
- Zone de stockage des big bag PVC.

Ce plan d'actions précise la présence d'aspirateurs de poussières dans les zones à risque, d'un kit déversement accidentel à proximité de la zone des presses et de bacs de récupération de GPI en cas de déversement accidentel dans les zones à risque.

Ce plan précise également les mesures d'ordre organisationnel, prévues en cas de déversement ou d'épandages de GPI.

Ce plan d'actions, défini selon les zones à risques GPI, appelle toutefois les remarques suivantes :

- les regards d'évacuation des eaux de ruissellement ne sont pas clairement identifiés et ces regards (dans la zone des silos en particulier) apparaissent ne pas être munis de filtre ou d'autres moyens techniques de nature à empêcher le rejet de GPI dans le réseau d'égouts interne au site et *in fine* vers le milieu externe,
- le plan ne précise pas la conduite à tenir en cas de déversement accidentel de GPI en lien avec les équipements présents sur le réseau d'égouts interne au site telles que les vannes de coupures existantes.

<p>Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une quantité notable de GPI au sol dans les zones suivantes (cf. PJs) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans toute la zone des silos y compris en dehors du périmètre d'implantation immédiat des silos munis d'un muret destiné à former une rétention,</li> <li>- sur la plateforme déchets, au droit des compacteurs et dans les caniveaux de collecte des eaux pluviales qui traversent la zone.</li> </ul> <p>Les zones d'implantation des presses à injecter, des sécheurs et du « carrousel slush » sont apparus être exempts de GPI (ou de fines de PVC) au sol.</p> <p>Les mesures de protection mises en place par l'exploitant afin d'éviter la dissémination de GPI sont insuffisantes à ce jour en particulier concernant la zone des silos PP et des compacteurs déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 180 jours

### N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li> <li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li> <li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li> <li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li> <li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li> <li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li> <li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</li> </ul> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d’actions établi par l’exploitant précise les procédures, modes opératoires ainsi que les affichettes à créer en correspondance des risques de dissémination de GPI pour chacune des zones identifiées comme pouvant présenter un tel risque.</p> <p>Ces documents ne sont actuellement pas tous établis et ceux existants ne répondent pas au contenu prescrit en particulier concernant la réalisation des contrôles périodiques du bon fonctionnement des équipements permettant le ramassage des GPI et l’intégrité des emballages. La réalisation de nettoyage régulier des rétentions et des abords des zones à risque d’épandage de GPI apparaît ne pas être formalisée et les nettoyages apparaissent être effectués de manière sporadique et non programmés.</p> <p>Enfin le contrôle, interne, semestriel, des procédures n’est pas réalisé et les documents d’enregistrement de la réalisation des contrôles ne sont pas formalisés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 180 jours</p>

#### N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l’environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d’un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l’exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu’il choisit parmi ceux mentionnés à l’alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l’exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l’article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Les audits prescrits à réaliser par un organisme certifié n'ont pas été menés.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que le Service achat de l'entreprise a lancé la consultation pour la réalisation de l'audit réglementaire avec un délai prévisionnel de 3 mois pour obtenir un retour avec un devis correspondant d'un organisme certifié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 180 jours